

Participation et Éducation à l'environnement

) le point sur... (

Participation et démarches participatives

() à l'origine

• Cette fiche s'appuie sur le savoir-faire développé par l'ifree depuis plusieurs années autour des démarches participatives (formations, mise en œuvre et formalisation dans le cadre des démarches de développement durable - cf. livret 3 de l'ifree) et les collaborations avec l'association Geyser. Merci à Pierre-Yves Guihéneuf pour ses orientations.

)(Débats !

Faire participer les citoyens ou les groupes constitués ?

- D'une part, les groupes constitués (associations, organisations professionnelles, syndicats...) peuvent être considérés comme des contre-pouvoirs qui capturent la parole, là où il faudrait la redonner au citoyen lambda pour entendre la voix des « vrais gens »...

- D'autre part, les pouvoirs publics ont tout intérêt à s'adresser à des citoyens non organisés pour légitimer leurs projets à bon compte... Beaucoup d'associations estiment par exemple que faire participer des citoyens à titre individuel peut être une stratégie de contournement à leur égard (se considérant comme des partenaires plus coriaces face aux institutions publiques) ou jugent que l'"expertise" des citoyens est moindre, ce qui facilite leur manipulation ou amoindrit l'intérêt de leur participation.

Pour Pierre-Yves Guihéneuf, les citoyens et les groupes constitués sont également légitimes à participer, mais ils ont des niveaux de connaissance et des positionnements différents. Ce sont des publics aux attentes distinctes, qui gagnent à travailler ensemble.

Cela renvoie à tout ce qui permet de structurer une vision à plusieurs avant de la porter au sein d'une instance plus large pour croiser les regards et les expertises (cf. méthode du croisement des savoirs d'ATD Quart Monde par ex.).

A l'origine : la volonté d'impliquer les citoyens dans les politiques publiques

La participation évoque généralement le fait d'associer les habitants à la définition des politiques publiques. Après l'Etat providence qui devait aller au-devant des besoins de la population, c'est un nouveau paradigme qui voit le jour, basé sur la reconnaissance de l'expertise d'usage des citoyens et de l'intérêt de leur contribution à la définition des politiques qui les concernent.

De l'information à la co-construction...

Cette participation a pris dans les débuts et prend encore parfois une forme minimaliste qui consiste à informer ou à recueillir l'avis des

Niveaux de participation ↑	Décider ensemble (s'engager à mettre en œuvre)	Co-décision	Médiation de conflit ou de projet
	Projeter ensemble (proposer aux décideurs)	Co-construction	
	Demander un avis avant de décider	Consultation	Consultation
	Informar d'une décision	Information	Information
	Objectif principal	Sans tiers neutre	Avec tiers neutre

D'après Philippe Barret, Guide pratique du dialogue territorial, cf. p. 17

citoyens sur un projet déjà élaboré : ce sont les réunions publiques d'information, les enquêtes publiques apparues dans les années 1980...

D'autres formes sont plus ambitieuses. Elles associent le citoyen en amont de la définition d'un projet et lui permettent de participer au processus d'élaboration. On les nomme concertation, dialogue territorial... elles font parfois appel à un médiateur extérieur, porteur de techniques d'animation spécifiques qui favorisent la participation des personnes au projet. L'apparition massive de différentes instances dites « conseils » au début des années 2000 : conseils de développement, conseils de quartiers... illustre la volonté d'évolution des pouvoirs publics vers ces formes.

Démocratie représentative et démocratie participative

Loin de remettre en cause la démocratie représentative, la participation l'alimente, éclairant les décisions sans remplacer l'arbitrage final, même si celui-ci doit être argumenté, favorisant la transparence et l'acceptabilité des décisions...

...Jusqu'à la co-décision

Certains dispositifs vont jusqu'à donner aux participants une parcelle du pouvoir de décision

finale. Il s'agit par ex. des budgets participatifs, nés au Brésil, à Porto Allegre à la fin des années 1980.

Éducation à l'environnement et participation

Quand l'éducation à l'environnement s'intéresse à la participation elle y entre plutôt par la question des « démarches participatives ». Celles-ci sont expérimentées depuis les années 1960 par les mouvements d'éducation populaire et de développement rural notamment. Elles interrogent les pratiques pédagogiques permettant

aux personnes de « prendre part » réellement, d'être au cœur de : le choix d'une question qui les concerne, des techniques pour mobiliser leur expérience...

Les actions qui se mettent en place sont centrées sur les personnes et la volonté de leur donner la capacité de co-construire quelque chose qui leur appartienne. Ces démarches trouvent des applications au-delà de la volonté de prise en compte des usagers dans les politiques publiques. Accompagner des groupes de citoyens sur des thématiques leur tenant à cœur, à partir de leurs propres envies, préoccupations, constitue aussi des actions de participation citoyenne. Aujourd'hui ces initiatives dites « bottom up », interrogent les chercheurs qui devraient leur ouvrir une place dans la sphère de la participation.

Qui participe ?

Enfin, les démarches participatives portées notamment par le secteur de l'éducation à l'environnement, ne concernent pas seulement les habitants ou les acteurs du territoire dans leur relation ou non aux politiques publiques. Elles se développent aussi auprès des techniciens et des élus des collectivités, ou encore des salariés d'un organisme. Elles visent alors à amener un mode de gouvernance différent et plus transversal dans la gestion des projets en interne...



actions & expériences

)) Du côté de la formation...

L'Ifrée a investi depuis plusieurs années le domaine de la formation aux démarches participatives à travers un stage intitulé « Animer des réunions selon une démarche participative », qui donne en 4 jours les bases de la compréhension et de la mise en œuvre du séquençage et des techniques d'animation pour accompagner un collectif de travail et l'aider à produire.

En 2013 l'Ifrée a aussi programmé plusieurs stages concernant l'acquisition de savoir-faire liés aux démarches participatives :

- « Animer un diagnostic partagé »,
- « Dispositifs participatifs : un panorama ».

Enfin, pour accompagner la mise en place de la directive cadre sur l'eau (DCE), qui fait des démarches de concertation une exigence à toutes les échelles, l'Ifrée mène depuis quelques années un travail en collaboration avec Geysers auprès des techniciens de rivières. Il se décline en plusieurs actions :

1 - La formation des animateurs et techniciens de rivières à l'animation des démarches de dialogue territorial.

Il s'agit de formations de proximité, permettant de toucher les techniciens de mêmes sous bassins afin de les aider à développer une culture commune, facilitant la mise en œuvre effective de démarches sur le terrain.

La formation met à disposition une boîte à outils de la médiation. Les participants soulignent qu'elle permet : « d'identifier les différentes instances et étapes d'un processus de concertation, d'acquiescer les techniques d'une écoute active aidant à comprendre les positions de chacun et analyser leurs besoins, d'appréhender la gestion des conflits. » Les modalités pédagogiques utilisées : jeux de rôle, mises en situation... les aident à l'appropriation du contenu de la formation et à faire le parallèle avec leurs réalités de terrain.

2 - L'accompagnement par l'Ifrée sur le terrain des animateurs et techniciens qui s'engagent dans ces démarches.

3 - L'organisation de temps d'échange et d'analyse de pratiques entre les personnes ayant été formées.

Ces journées d'échanges permettent de réfléchir et d'élaborer collectivement des réponses aux problèmes concrets constatés lors de la mise en œuvre des démarches.

4 - L'organisation d'une journée régionale de étude sur ce thème.

L'objectif ici est de toucher les élus pour que le portage politique des démarches et le soutien aux techniciens et animateurs soit renforcé.

Les actes de cette journée sont disponibles en ligne : <http://ifree.asso.fr/papyrus.php?menu=33>

Les démarches de développement durable des collectivités la participation en interne et en externe

Le n°3 de la collection « les livres de l'Ifrée » présente des exemples d'accompagnement de collectivités dans la mise en place de leur démarche de développement durable. Il met en lumière à quel point les démarches participatives innovantes sont une plus-value des accompagnements pour aborder à la fois les dynamiques de participation citoyenne, mais aussi les dynamiques de gouvernance transversale associant agents et élus en interne de la collectivité.

Parmi ces dernières, on peut citer :

- Une expérience menée par l'Ifrée, présentée en p. 16, où les maires des communes d'une communauté d'agglomération sont invités à produire une analyse du territoire et des pistes d'objectifs pour l'Agenda 21. Les réunions ont été pensées selon une démarche participative en sollicitant les élus sur leur propre expertise du territoire, et en créant de l'interaction entre eux pour leur permettre de co-construire une vision commune. Cela a pris la forme par



exemple d'un travail à base de post-it placés sur une cartographie commune pour identifier les actions repérées par chacun, et alimenter un débat sur cet état des lieux partagé.

- Une expérience menée par la DIFED, présentée en p. 49, pour l'animation du volet participation citoyenne d'un Agenda 21 communal. L'animation de la réunion publique de lancement est décrite comme centrale pour impulser la dynamique participative et montrer que les soirées d'échange publiques ne seront pas les réunions classiques où s'affrontent les avis pour ou contre un projet, mais qu'elles seront de vrais lieux de travail en commun.

Elle fait une place réduite aux discours des politiques et met les personnes en situation de travail : cela commence souvent par une réflexion individuelle suivie d'un échange en groupes de 8 à 10 avant une mise en commun en grand groupe.

<http://ifree.asso.fr/papyrus.php?menu=80>

A Marigny (79), des habitants imaginent... ...des actions en faveur de la biodiversité

Aider les habitants de la petite commune de Marigny (900 hab.) à construire ensemble des propositions d'actions qu'ils pourront mettre en place avec l'appui de la collectivité, c'est le défi que s'est lancé l'Ifrée dans le cadre du projet « Mon village, espace de biodiversité » (cf. Lettre).

Ce dispositif d'accompagnement a pour finalité de faire perdurer la dynamique au-delà de l'année d'engagement de la commune dans le projet, au cours de laquelle beaucoup d'animations sont proposés sur le territoire.



Mais la participation ne se décrète pas, elle se construit dans le temps, en permettant à chacun de prendre connaissance du thème et de prendre la mesure de sa capacité à y contribuer. C'est pourquoi, une phase d'information et de sensibilisation a été programmée en amont. Au cours de deux soirées, les habitants ont ainsi pu découvrir ce qu'est la biodiversité, échanger sur l'intérêt de mener des actions en sa faveur à l'échelle communale et participer à un brainstorming générant de premières idées. Cela a permis à chacun de mesurer sa propre position et son envie de contribuer.

Au terme de ces deux soirées découvertes, le groupe de travail définitif s'est constitué. Les idées ressorties de la phase d'exploration ont permis de faire émerger des grands axes. Un intervenant a dressé un portrait de la richesse

de la biodiversité communale, permettant de conforter les axes à prendre en compte. Puis le groupe s'est mis au travail, axe par axe pour définir et détailler chaque action à mener. 21 actions, réparties en 5 axes, ont ainsi été décrites. De l'organisation d'une fête estivale « alimentation, agriculture et biodiversité » à la création d'un club nature ou à la réhabilitation de mares, les actions permettent à la fois de faire connaître la biodiversité et de la favoriser.

Ce travail a été présenté par le groupe en réunion publique afin de permettre aux autres habitants et aux acteurs du territoire de se l'approprier et de questionner ou d'amender les propositions.

Le conseil municipal, sollicité par l'Ifrée en amont de la démarche pour s'assurer de son engagement dans le dispositif et donner mandat au groupe pour travailler sur des propositions, rendra un avis argumenté et donnera un ordre de priorité dans la réalisation des actions qui le concernent. Enfin, le groupe s'est posé la question de sa pérennisation pour le suivi de la mise en place des actions. La municipalité lui propose de le reconnaître comme une commission extra-municipale. Les 10 participants sont partants !

Contact : Marie Vivien - Ifrée
marie.vivien@ifree.asso.fr - tél. : 05 49 09 96 94

Nantes métropole associe sa population pour le climat

Dans le cadre de son Plan Climat, Nantes métropole a décidé de travailler avec les habitants pour évaluer l'impact des mesures actuelles et anticiper la mise en place d'actions réalistes car ancrées dans leurs motivations. Le dispositif s'intéresse aussi aux transformations des pratiques des habitants au cours du processus. L'objectif est de rechercher de meilleures articulations entre actions politiques et comportements quotidiens, ainsi que de créer des lieux de dialogue entre institutions et citoyens.



© Patrick Garçon, Nantes Métropole

Une 1^{re} étape a été l'enquête téléphonique menée auprès de 2500 habitants de l'agglomération sur leur perception des enjeux du changement climatique. Elle a en outre permis de recruter des volontaires pour l'Atelier Climat : une centaine de familles, représentatives des différentes catégories de la population, ont accepté de participer au dispositif.



© Patrick Garçon, Nantes Métropole

L'équipe de consultants Missions Publiques a alors proposé deux formats de travail s'étalant sur une année. Le premier prévoyait trois journées d'information et d'échange, ainsi que la mesure régulière des émissions de gaz à effet de serre des familles grâce à un protocole mis au point par l'Ademe. Le deuxième invite en plus à 4 journées d'approfondissement thématiques sur les déplacements, les déchets, la consommation, l'habitat et l'énergie. Un site internet dédié permet à chacun de puiser et diffuser de l'information. Des visites de sites de l'agglomération sont également proposées. Enfin, un entretien personnalisé est organisé à domicile pour

chaque participant.

Les différents temps organisés sont tous ouverts aux familles : les enfants se consacrant à des activités spécifiques sur le même sujet pendant que les parents auditionnent des invités et débattent entre eux. Ils font intervenir tant des spécialistes que des habitants de l'agglomération ayant déjà fait évoluer leurs modes de vie. Les discussions portent notamment sur la notion de contrainte et d'incitation dans les politiques publiques. Des changements de pratiques ont été expérimentés en temps réel, tout au long du processus.

Selon les participants, le débat est plus efficace en termes de changement de comportement que la communication institutionnelle. Le fait de parler à des pairs, de soulever des réserves ou de poser des questions : tout cela fait progresser la réflexion. C'est le principe de l'effet transformateur de la délibération qui est ainsi mis en évidence.

Finalement, les participants ont émis une série de recommandations qui ont été remises aux élus de Nantes métropole et sur lesquelles le Président de l'agglomération a répondu de manière détaillée lors de la Journée du Plan Climat, en pointant les efforts à déployer en termes de renforcement de l'action publique et d'expérimentations d'actions collectives.

D'après un texte de P.-Y. Guihéneuf et J. Ferrando

Un cahier «connaissance sur» formalise les acquis de cette expérience, à télécharger sur : http://www.nantesmetropole.fr/medias/fichier/connaissances-sur-atelierclimat-bd_1338564569487.pdf

Le Forum Ouvert, un dispositif pour les grands nombres

Parmi les multiples dispositifs participatifs existants il nous semblait intéressant d'apporter un éclairage particulier sur le forum ouvert (ou open space). En plein développement aujourd'hui, il a le double avantage de pouvoir faire travailler ensemble un grand nombre de participants (100 à 200) tout en mobilisant très peu d'animateurs (1 ou 2).



© Céline Poret

Il s'agit de la création d'un espace de dialogue temporaire (en partie) autoorganisé, qui permet d'obtenir un grand nombre de propositions sur un sujet complexe et d'en garder trace.

Il peut s'insérer avec profit dans des démarches de concertation en constituant un moment d'ouverture au grand public et d'échanges horizontaux. L'égalité, la liberté d'organisation et la franchise des échanges sont généralement très appréciées des participants, y compris des institutionnels.

Le forum est ouvert à tout type de participant, intervenant à titre individuel ou en tant que représentant d'une organisation. Il dure le plus souvent un à deux jours entiers (un week-end).

Une question est posée aux participants. Elle peut être complexe mais doit être motivante et doit constituer un enjeu réel. Exemples : quelle politique de l'environnement pour la Région ? Quelles mesures pour le Plan climat de la collectivité ?

Il n'y a pas de discours en plénière, seulement un mot d'in-

troduction par les initiateurs et une présentation de la méthode par les animateurs. Puis les participants qui le souhaitent proposent des thèmes d'échange.

Les groupes de travail se constituent sur la base de ces propositions, qui sont affichées sur un mur où les participants se rassemblent pour faire leur choix.

Généralement, celui qui a proposé le thème introduit le sujet. Chacun est libre de quitter un groupe à tout moment pour en rejoindre un autre.

Chaque groupe se dote d'un secrétariat, qui aura pour tâche de retranscrire les conclusions du groupe. C'est souvent là la limite de ce dispositif : rédiger un compte rendu fidèle nécessite des compétences qui ne sont pas toujours présentes dans les groupes...

Plusieurs sessions de travaux de groupes peuvent être prévues pendant la durée du forum ouvert, par exemple une session consacrée aux constats et une autre aux propositions, séparées par un retour en plénière. Chaque jour, le groupe se retrouve en plénière pour faire un bilan de la session écoulée. En fin de forum ouvert, une brève restitution des discussions peut être organisée.

D'après la fiche outil « Forum ouvert » diffusée sur le site « Comédie » (cf. rubrique Zoom sur...) et rédigée par P.Y. Guihéneuf et Céline Poret, 2011

A voir aussi : un film de moins de 2 minutes présente le principe des forums ouverts sur la base de l'expérience d'un service civique dans l'association colibri : <http://www.youtube.com/watch?v=MLZbPPhyZEyA>

La nouvelle édition du Guide Pratique de Geysers pour aborder le dialogue territorial

Les conflits environnementaux conduisent à des situations parfois intenable, que ce soit dans le domaine de l'aménagement, des activités industrielles, de la gestion des ressources ou des espaces naturels. Les citoyens souhaitent participer aux choix qui peuvent avoir un impact sur la qualité de vie, sur l'économie locale ou sur la préservation du patrimoine.

La concertation est aujourd'hui vue comme une nécessité, mais beaucoup se demandent comment la conduire de manière efficace.

S'appuyant sur les acquis de la médiation et sur leur pratique, les auteurs expliquent comment préparer et concevoir un dispositif de dialogue territorial, comment dérouler les différentes étapes et animer des réunions. Ce guide s'adresse à tous les praticiens de la concertation : animateurs locaux, agents de développement ou chargés de mission qui œuvrent pour l'environnement et le développement local.

Qu'ils soient au service d'une association, d'une collectivité, d'une entreprise ou d'un bureau d'études, ils trouveront dans ce livre

des réponses à leurs questions et des pistes pertinentes pour faire progresser le dialogue sur leur territoire, dans un esprit d'écoute mutuelle, de respect des différences et des besoins de chacun.



Philippe BARRET, avec la contribution de Pierre-Yves GUIHENEUF avec le soutien de la Fondation de France, aux éditions de l'Aube.

Philippe Barret est ingénieur agronome. Pierre-Yves Guihéneuf est ingénieur en agriculture. Ils animent tous deux des formations au dialogue territorial dans le cadre de l'association Geysers et interviennent en tant que consultants et médiateurs pour

la société coopérative DialTer.

Après la première édition de 2003, les auteurs ont enrichi leur expertise à travers de nouvelles expériences de terrain, des séminaires, la menée de formations et l'accompagnement d'animateurs. Un grand nombre de nouveaux textes et schémas viennent enrichir cette version 2012 pour apporter encore plus d'éléments pratiques.

Méthodes participatives

un guide pour l'utilisateur

Publié en anglais en 2003, cet ouvrage a été traduit et augmenté pour une édition française en 2006. Les auteurs y présentent l'ensemble des méthodes participatives qu'ils ont eu à connaissance. Eux-mêmes praticiens ils ont mesuré la difficulté à trouver des informations pratiques sur les nouvelles méthodes qui apparaissent régulièrement et dont les concepteurs sont plus intéressés par la mise en pratique que par la formalisation. Il s'agit ici d'un véritable manuel pour celles et ceux qui veulent s'engager dans ces méthodes.



L'ouvrage démarre par un rappel des définitions et des enjeux liés aux démarches participatives, suivi par un cadrage général de leurs conditions de mise en œuvre à travers les choix et les étapes principales de ces démarches - du recrutement de l'équipe projet à la production finale et à sa diffusion.

13 méthodes sont ensuite décrites de façon approfondie, détaillant en 10 à 20

pages les objectifs, situations possibles pour l'utiliser, la procédure étape par étape, les éléments de calendrier et de budget ainsi que les bonnes pratiques et pièges éventuels. Il s'agit de : "21st century town meeting", charrette, jury de citoyens, conférence de consensus, "deliberative polling" (sondage délibératif), Delphi, panel d'experts, focus groupe (groupe de concertation), suivi et évaluation participatifs (SEP), cellule de planification, exercice de construction de scénarios, festival technologique, "world café". Un tableau synoptique reprend les principales caractéristiques de ces 13 méthodes permettant d'identifier rapidement les plus pertinentes au vu de chaque contexte.

Puis, un bref aperçu est donné sur 50 autres méthodes ou techniques participatives.

Pour le télécharger : http://www.kbs-frb.be/uploadedFiles/KBS-FRB/Files/FR/PUB_1600_MethodesParticipatives.pdf

) Du côté de la formation

Le Pavé est une société coopérative de production (SCOP), qui propose parmi ses formations, un stage de 4 jours intitulé « Susciter la participation ».

Lorsque des animateurs définissent les résultats d'une action avant qu'elle ne soit commencée, lorsqu'une assemblée générale d'association est organisée comme une messe, ou lorsqu'un débat est monopolisé par des experts, on trouve toujours du monde pour dire que « les gens ne veulent plus s'engager ». Le Pavé propose ces quatre jours de formation pour définir une posture qui inverse la relation entretenue avec son « public » - adhérents, jeunes ou habitants. Cette formation remet en cause la méthodologie de projet et propose d'autres manières de faire, puis travaille sur des cas concrets proposés par les participants et invente collectivement des méthodes d'intervention.

Il s'agit de comprendre les enjeux de la participation des publics et d'acquiescer des techniques et des méthodes pour pouvoir susciter et animer cette participation. La formation propose une alternance d'exposés théoriques en plénière, d'échanges en petits groupes et de discussions menées en grand groupe par le formateur qui pose des situations problèmes et construit par le dialogue une réponse collective au problème évoqué.

Elle aborde les différents niveaux et temps de la participation ; les freins et les techniques de mobilisation ; les techniques et postures favorisant la participation... ainsi que l'Histoire des fondamentaux de l'associatif et de l'éducation populaire en regard de la thématique de la participation.

Plus globalement, Le Pavé vise à réintroduire du politique dans le débat public. Il prône « la transformation sociale » : comprendre le système, l'analyser et rechercher ce qui peut aider à modifier l'ordre existant vers plus de justice et d'égalité. Ils interviennent sous différentes formes : des conférences gesticulées, des interventions sur site, des animations de débat, des accompagnements de structures, des formations... avec l'ambition de libérer l'imaginaire politique et de redonner de l'espoir pour envisager et construire ensemble des alternatives.

pour en savoir plus : www.scoplepave.org

horizons



Zoom sur...

Comédie

COMEDIE (concertation et médiation environnementales) :

un programme et un site internet riche en ressources ! <http://www.comedie.org>

Engagés aux côtés des acteurs du territoire, l'AFIP (Association de Formation et d'Information Pour le développement d'initiatives rurales) et l'association Geysier ont décidé de développer des activités d'appui à ceux qui animent des processus de concertation ou de médiation sans en avoir nécessairement toutes les qualifications. Grâce à des appuis méthodologiques, des conseils, des formations, des publications ou des échanges d'expériences, le but de Comédie est de faciliter l'émergence d'une culture de la médiation au service des nouveaux défis du territoire.

Le programme réalise des études de cas, organise

des groupes d'échange de pratiques ainsi que des formations. Il anime un site internet particulièrement riche, qui propose :

- une base d'expériences (350 fiches et 10 études de cas), alimentée notamment par l'appel à projets de la Fondation de France «Gérons ensemble notre environnement» ;

- une liste des formations courtes et longues, initiales et continues concernant l'animation de démarches participatives (dialogue territorial) ;

- des ressources : notes de lectures, fiches décrivant les différents dispositifs participatifs mobilisables en animation... ;

- ainsi qu'une liste de questions réponses éclairant des points de méthodologie autour de trois entrées : Engager une concertation, Les outils de l'animateur, Ethique et déontologie.

D'autres structures ressources

• LISODE

Société coopérative spécialisée dans la recherche et l'ingénierie des démarches participatives.

361 rue J-F Breton, BP5095,

34196 Montpellier Cedex 05

Tél. : 04 67 04 63 5 - Fax. : 04 67 16 64 40

contact@lisode.com

www.lisode.com/index.php/accueil.html

• DialTer

DialTer est une société coopérative et participative (SCOP) indépendante, spécialisée dans la concertation, la participation et la médiation entre acteurs du territoire pour le développement de projets concertés, la gestion durable de ressources collectives, l'aménagement de l'espace et l'environnement, la décision publique et privée partagée. La société DialTer est issue de l'association Geysier, avec qui elle entretient des rapports d'échange et de collaboration

85 Chemin de Cruyes

13090 Aix en Provence

Tél. : 04 42 28 93 82

www.dialter.fr

• Médiation & Environnement

Créé en avril 2000, Médiation & Environnement est un cabinet de conseil en environnement sous forme de société coopérative (SCOP). Ses activités couvrent à la fois les études à vocation environnementale et la mise en œuvre de procédures liées à la démocratie participative et la concertation locale.

La Mercerie

72800 SAVIGNÉ-SOUS-LE-LUDE

Tél : 02 43 45 27 25

Fax : 02 43 45 84 33

contact@mediation-environnement.

coop

www.mediation-environnement.coop

• Institut de la concertation

L'Institut de la concertation est un dispositif de travail participatif et décentralisé qui a vocation à confier à ses sympathisants la mise en œuvre des tâches décidées collectivement. Il s'agit d'un lieu d'échanges entre chercheurs, praticiens et usagers.

Tél : 04 67 84 89 44

www.concerter.org

) Fenêtres ouvertes sur le Net ! (

Des sites ressources



• www.adels.org/ressources/observatoire.htm

L'observatoire de la démocratie locale, mis en place par l'Association pour la Démocratie, l'Education Locale et Sociale (Adels, qui a disparu dans sa forme actuelle), présente 184 dispositifs de participation ou de concertation menés par les acteurs locaux (collectivités locales, militants associatifs, techniciens...), engagés dans la démocratie participative. ■



• <http://participation-locale.fr>

le site « Démocratie participative et débat public » présente des expériences, méthodes, concepts... Un site destiné principalement aux élus mais utile à tous les acteurs du territoire. (inactif depuis 2005). ■



• <http://certop.fr/DEL/>

Site du Réseau de recherche « Démocratie Electronique » (DEL). On y trouve les comptes rendus et annonces des différentes manifestations scientifiques : séminaires, journées d'études etc. ■



• www.institut-gouvernance.org/

Site de l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance. Gouvernance démocratique, participation des acteurs non étatiques à l'action publique, réflexion sur la légitimité des pouvoirs... Un site ressource et un programme international. ■



• www.deciderensemble.com/

Une association qui se donne pour objectif d'encourager la participation des citoyens aux processus de décisions. ■



• www.debatpublic.fr

Le site officiel de la Commission nationale du débat public, en charge d'organiser les débats publics autour des grands projets d'aménagement. ■



Des sites liés à la recherche

• www.citego.info

Le site « Cités, territoires, gouvernance » a été conçu par un groupe de chercheurs et de techniciens de l'urbain. Il est alimenté par des auteurs et des partenaires issus du monde universitaire, des réseaux de ville, d'experts et de praticiens de l'urbain et propose des ressources documentaires sur la gouvernance des villes et des territoires. ■



• www.participation-et-democratie.fr/

Un groupement d'intérêt scientifique présidé par le CNRS, qui développe la recherche sur la participation du public aux processus décisionnels et la démocratie participative. Le site présente l'ensemble des manifestations scientifiques te notamment la revue «Participations» dont le premier numéro est sorti en 2011. ■

La participation en ligne...

• www.participons.fr

(ex. Ma mairie citoyenne) Ouvert depuis fin novembre 2010 par l'Association Innovons pour la Concertation sur Internet (ICI), ce site permet à tout internaute de lancer une discussion sur un sujet concernant son territoire (commune, département ou région). L'objectif est de transformer cette discussion en véritable outil de concertation publique, grâce à la contribution des autres internautes. ■



• www.debatpublic.net

Ce site, proposé par la société Sopinspace, société pour les espaces publics d'information, a pour objectif d'être un espace de débat et un lieu d'information sur les débats publics ayant un volet internet, qu'ils soient en cours, terminés ou à venir. ■

chronique bibliographique

participation

(les ouvrages déjà présentés en pages
intérieures ne sont pas repris ici)

• Ouvrages généraux

BERLAN-DARQUÉ, Martine et MERMET, Laurent (dir). *Environnement : décider autrement - Nouvelles pratiques et nouveaux enjeux de la concertation*. l'Harmattan, 2009, 378 p.

Ouvrage issu des études menées par trente équipes de recherche, de 1999 à 2005, dans le cadre du programme " Concertation, décision et environnement " du ministère en charge de l'Environnement.

BEVORT, Antoine. *Pour une démocratie participative*. Presses de Sciences Po, 2002. 129 p.

Plaidoyer pour que les citoyens puissent plus s'exprimer et délibérer sur le devenir de la cité. Présentations de quelques formes nouvelles de participation citoyenne : repas de quartier, conseil de quartier, forum citoyen, référendum d'initiative populaire. Exemples de Haarlem (Pays-Bas) et Rouen.

BLONDIAUX, Loïc. *Le nouvel esprit de la démocratie : Actualité de la démocratie participative*. Collection La République des idées, Seuil, 2008, 109 p.

Une nouvelle demande de participation se fait jour les démocraties. Mais comment lui donner corps sans succomber aux faux-semblants d'une rhétorique de la proximité ? sans sortir du cadre de la démocratie représentative ? Comment penser les dispositifs susceptibles de réaliser ce nouvel idéal ?

CRÉPON, Marc, STIEGLER, Bernard. *De la démocratie participative : fondements et limites*. Editions Mille et une nuits, 2007. 115 p.

Deux philosophes montrent les limites du concept de démocratie participative, mais aussi les moyens d'initier avec la participation « une véritable nouvelle forme d'organisation économique et sociale ».

MAHEY, Pierre. *Pour une culture de la participation*. ADELS, 2006. 130 p.

Basé sur l'expérience d'un urbaniste-architecte dans la menée de diverses démarches de participation citoyenne. Apporte des éléments d'aide à la décision dans la conduite et l'organisation des différents conseils et comités qui tentent de donner la parole aux gens en ville ou ailleurs.

MOREL, Christian. *Les décisions absurdes II. Comment les éviter ? "Sciences humaines"* éd., Gallimard, 2012, 270 p.

Dans ce second ouvrage consacré aux "décisions absurdes", l'auteur propose des « métarègles de la fiabilité », comme la formation aux facteurs humains, les politiques de non-punition, les processus d'avocat du diable ou l'interaction généralisée.

SUSSKIND, Lawrence, DUZERT, Yann, PEKAR LEMPEREUR, Alain. *Faciliter la concertation A bon processus, bon consensus*. Eyrolles, 2009, 243 p.

Les auteurs proposent la méthode triple C : Construction de Consensus par la Concertation pour répondre à la désorganisation qui domine souvent la préparation, la conduite et le suivi des réunions visant la concertation. Il ne s'agit pas de

mettre en place des règles strictes mais de conduire un processus construit et inclusif.

Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté, De Boeck Supérieur Née en décembre 2011, cette nouvelle revue francophone interdisciplinaire est consacrée à la transformation des formes de la citoyenneté et à la participation du public aux choix politiques dans les démocraties contemporaines.
<http://www.revue-participations.fr/la-revue/>

• méthodo et comptes-rendus d'expériences

ADEME. *La concertation en environnement - éclairage des sciences humaines et repères pratiques*, septembre 2011, 61 p.

www2.ademe.fr/servlet/getDoc?sort=1&cid=96&m=3&id=79085&ref=&nocache=yes&p1=111

BEURET, Jean-Eudes, DUFOURMANTELLE, Noémie, BELTRANDO, Valérie. *L'évaluation des processus de concertation : RELIEF, une démarche, des outils*. La Documentation Française, 2006, 145 p.

Engager une concertation demande du temps : en l'absence de résultats immédiats, comment savoir si l'on est sur la bonne voie ? Comment évaluer le processus pour le conduire au mieux ?

BEURET, Jean-Eudes, CADORET, Anne. *Gérer Ensemble les Territoires : Vers Une Démocratie Coopérative*. Editions Charles Leopold Mayer, 2010, 228 p.

Dialogues entre agriculteurs et ostréiculteurs au sujet de la qualité de l'eau, débats autour de la gestion d'un espace naturel ou de l'aménagement d'un quartier : les auteurs s'appuient sur 300 projets menés en France pour dresser un portrait aux mille visages de la concertation territoriale.

BOURG, Dominique et BOY, Daniel. *Conférences de citoyens, mode d'emploi*. Ed. Charles Léopold Mayer - Ed. Descartes et Cie, 2005, 106 p.

Cet ouvrage retrace l'histoire et la mise en œuvre de la première conférence de citoyens menée en France en 1998 sur les OGM. Il aborde également les aspects théoriques et pratiques qui y sont liés.

HANNOYER, François (dir.). *Animer un projet participatif : modes d'emploi*. ADELS, 2005. 139 p. Après avoir clarifié les notions et le sens de l'animation de projet et de la participation, il présente les différents temps de la vie d'un groupe porteur de projet et de la menée des situations d'animations. Des fiches expériences illustrent la méthodologie. L'accent est mis sur la dynamique de changement que doit viser l'animation d'un projet participatif.

Démocratie participative locale : comprendre, agir, proposer. CEDIS, 2007. 99 p. (Les pratiques ; 6)

Guide pratique pour les élus locaux proposant des outils conceptuels, méthodologiques, pratiques sur l'idée de démocratie participative. Ce guide vise à comprendre les enjeux locaux, les acteurs, les freins et les ressources à identifier quand les acteurs s'engagent dans une démarche de projet.

ADELS, Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, Mairie-conseils. *Développement social participatif : modes d'emploi*. ADELS, 2007, 131 p.

La première partie du guide éclaire sur les concepts et la deuxième décrit la genèse et la vie d'un projet. L'ensemble est complété par 14 fiches expériences.

ADELS. *Conseils de quartier. Modes d'emploi*. 2003, 137 p. Troisième édition 2008 mise à jour avec complément de 35 p.

Traite des enjeux de leur création et fonctionnement avec un aperçu de ce qui existe dans d'autres pays, suivi d'une partie plus "technique" sur la mise en place du conseil lui-même.

http://www.adels.org/edition/guide_cq.htm

Observatoire national des Agenda 21 locaux et pratiques territoriales de développement durable. *Agenda 21 et Participation, la voix de tous sur la voie de l'intérêt général*. Cahier n°6, 2012, 110 p.

Pendant 2 ans, l'Observatoire s'est interrogé sur les interactions entre processus participatifs et projets territoriaux de développement durable. Ce cahier fait état des réflexions et s'appuie sur les 2 journées organisées sur le sujet à Bordeaux en nov. 2011.

<http://www.observatoire-territoires-durables.org/spip.php?article1518>

GRANET, Estelle, WINDENBERGER, Jacques, Solidariedade. *Porto Alegre, les voix de la démocratie : vivre le budget participatif*.

Editions Syllepse (Paris), 2003, 36 p. Témoignages des habitants de Porto Alegre (Brésil) sur leur expérience du budget participatif : leurs attentes, leur mobilisation, leur lutte pour être entendus, leur auto-critique.

THEAU, Benoît, AUXEMERY, Alain et Christian. 3 vidéos de 26 min + livret : *Kerala : la force de l'ambition* ; *Porto Alegre : affirmer sa citoyenneté* ; *Anjouan : pour un développement communautaire*. ORCADES, 2000, 2001, 2002 (Les enjeux du développement durable ; 2 et 3 ; Initiatives de la société civile ; 2)

3 vidéos présentant : - les comités de développement du Kerala ; - le budget participatif de Porto Alegre et - la participation de la population pour un développement durable dans une île des Comores.

Avec le concours financier de la Région Poitou-Charentes



Impression Actiade - 05 46 93 57 33 - Papier recyclé



Bibliographie réalisée avec l'aimable participation de Véronique BAUDRY du Centre de Documentation du Graine Poitou-Charentes.



Directeur de publication : Michel HORTOLAN - Comité de rédaction : Ifrée et ses partenaires
Secrétariat de rédaction : Annie BAUER - Coordination : Francis THUBÉ
Institut de formation et de recherche en éducation à l'environnement en Poitou-Charentes
Carrefour de la Canauderie - Forêt de Chizé - 79360 Villiers-en-Bois - Tél. : 05 49 09 64 92 - Fax : 05 49 09 68 95
e-mail : ifree@ifree.asso.fr - <http://www.ifree.asso.fr>
Impression : Actiade (Foncouverte-17) - Dépôt légal : décembre 2012 - ISSN 1760 - 1061